

Pour des raisons trop bien connues pour les énumérer ici, le Commonwealth, rassemblement de nations souveraines, occupe une place unique dans le monde. Certes, le fait d'y appartenir confère des avantages certains, mais cela impose aussi des obligations. C'est ce dont je veux vous entretenir ce matin. C'est en contribuant efficacement au progrès politique, social et économique ainsi qu'à la compréhension mutuelle que le Commonwealth peut nous faire avancer vers un monde plus stable et plus sûr.

Quiconque passe en revue l'histoire du Commonwealth ne peut manquer d'être impressionné par sa faculté d'adaptation tout au long de son évolution depuis l'empire colonial jusqu'à l'association libre des Etats d'aujourd'hui. Cette évolution est apparue clairement au sommet de Londres, en juin dernier, lorsque 33 chefs de gouvernement ou leur représentant se sont réunis pour affronter certaines des questions les plus urgentes touchant la sécurité de notre monde. Cet aréopage de dirigeants représentait près d'un milliard d'habitants de tous les coins du globe. A cet égard, le Commonwealth est un reflet de notre monde et, comme tel, il ne peut fermer les yeux sur l'éventail des questions internationales qui pressent aujourd'hui.

Quatre thèmes ont dominé le sommet de Londres: (1) la libération de l'Afrique australe, (2) la restructuration des rapports économiques mondiaux ou le Nouvel ordre économique international comme on l'appelle, (3) un engagement plus positif du Commonwealth auprès de la communauté mondiale et, en corrolaire, (4) un autre engagement clair de trouver les solutions qui favoriseront le progrès économique et social de ses membres.

Les problèmes de l'Afrique australe sont étroitement liés entre eux. En Afrique du Sud, la révoltante doctrine de l'apartheid continue d'offenser la conscience du monde. Jusqu'à ce que ce tort soit redressé - et que la justice et l'égalité règnent, comme il se doit - nous devons lutter pour son élimination autant parce que c'est juste que parce que les conflits qu'il engendre sont néfastes pour d'autres régions.

Nous ne connaissons tous que trop bien la situation en Rhodésie où un régime minoritaire soutenu par l'Afrique du Sud semble déterminé à garder le pouvoir ou à ruiner le pays. Aucun d'entre nous ne peut sanctionner l'obstination du régime Smith en Rhodésie et son refus de transmettre le pouvoir à la majorité. Plus cette situation dure, moins il y a de chances que n'intervienne un règlement pacifique et négocié et plus l'éventualité d'une escalade de la violence se rapproche. Par